

PROSPECTIVE

La structure et l'implantation des scieries en évolution

Les plus récents chiffres disponibles concernant le secteur de la scierie française permettent d'en dresser un portrait, base pour une réflexion relative aux menaces tout comme aux opportunités et aux défis auxquels il est confronté.

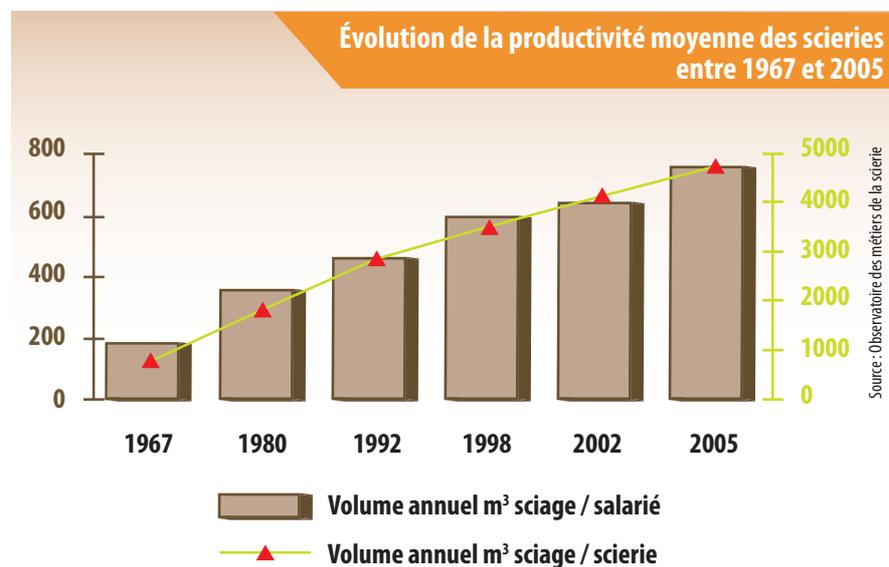
L'implantation des 2.106 scieries en 2005, d'origine familiale pour la plupart, reflète celle des massifs forestiers. Cela s'explique par un secteur professionnel ancré par tradition sur un territoire où la ressource forestière est proche. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les deux tiers des scieries ont aussi une activité d'exploitation forestière. Une seconde activité de plus en plus externalisée pour mieux se centrer sur la transformation et la commercialisation des produits. La moitié de la production est localisée dans treize départements situés sur un axe qui relie l'Aquitaine à l'Alsace.

Production inégale selon les régions

La région Rhône-Alpes est en tête en nombre de scieries (346), suivie par l'Aquitaine (203) et l'Auvergne (198). La région qui compte le moins de scieries est l'Île-de-France, avec seulement 6 unités.

En termes de productivité par scierie, c'est l'Alsace qui remporte la palme avec 13.652 m³, suivie de l'Aquitaine avec ses 8.080 m³ et la Franche-Comté avec 6.297 m³. Six régions sur vingt-deux sont au-dessus de la moyenne nationale de 4.716 m³ alors que les

Etat comparatif de l'évolution des scieries françaises entre 1980 et 2005				
Source : Agreste : enquête annuelle de branche				
	1980	2005	Évolution en 25 ans	%
Nombre scieries France	5 241	2 106	- 3 135	- 60
Nombre salariés France	25 824	13 300	-12 524	- 49
Volume en m³ sciés en France	9 737 100	9 931 980	+ 194 880	2
• par salarié	377	747	+ 370	98
• par scierie	1 857	4 716	+ 2 859	154



seize autres sont en-dessous de cette moyenne. En queue de classement, on remarque la région PACA avec seulement 1.291 m³.

La productivité très inégale s'explique par le degré de technicité très élevé de certaines scieries, surtout dans le domaine du résineux, alors que d'autres sont restées très artisanales avec des moyens de production peu automatisés.

La scierie française à la traîne en Europe ?

La France est, grâce à la notoriété de ses essences, le leader européen en matière de sciages feuillus, chêne (850.000 m³), hêtre (400.000 m³), peuplier (360.000 m³) et divers, soit un total de 1.818.000 m³. Ce qui ne doit pas masquer le recul très sévère de la production des essences feuillues. En

effet, elle était proche de 3 millions de m³ de 1985 jusqu'au début des années 1990. Toutes les essences sont touchées, faiblement pour le chêne et le peuplier et fortement pour le hêtre qui a vu sa production divisée par deux. Pour le secteur du sciage résineux, la France n'est en Europe que le cinquième producteur malgré une production qui atteint les 7.756.000 m³, alors qu'elle n'était que de 5.500.000 m³ dans la période 1980-1984. Une production qui a augmenté de 2 millions de m³ mais qui ne suffit pas pour "coller" aux productions des leaders européens qui depuis 2000 sont dans des courbes ascendantes, Allemagne 18 Mm³, Suède 17 Mm³, Finlande 13 Mm³, Autriche 11 Mm³.

Des structures différentes mais complémentaires

Il n'y a pas un type de scierie en France, mais trois, qui se distinguent par leurs capacités volumétriques de sciage et par leurs spécificités propres. Elles sont donc le plus souvent complémentaires, bien que concurrentes sur des marchés exigus qu'il faut se partager. On trouve :

- 1- La scierie artisanale (- de 2.000 m³ sciés) qui représente 58 % de l'effectif pour 8 % de la production.
 - 2- La scierie semi-industrielle (de 2.000 à 6.000 m³ sciés) qui représente 24 % de l'effectif pour 18 % de la production.
 - 3- La scierie industrielle (de 6.000 à 20.000 m³ et +) qui représente 18 % de l'effectif pour 74 % de la production
- On constate que presque 20 % des entreprises du secteur industriel assurent 74 % de la production. Le milieu des scieries artisanales et semi-industrielles est encore bien vivace en France puisqu'il représente plus de 80 % des entreprises, mais qui réalisent moins de 30 % de la production. Des spécificités selon la structure des scieries :

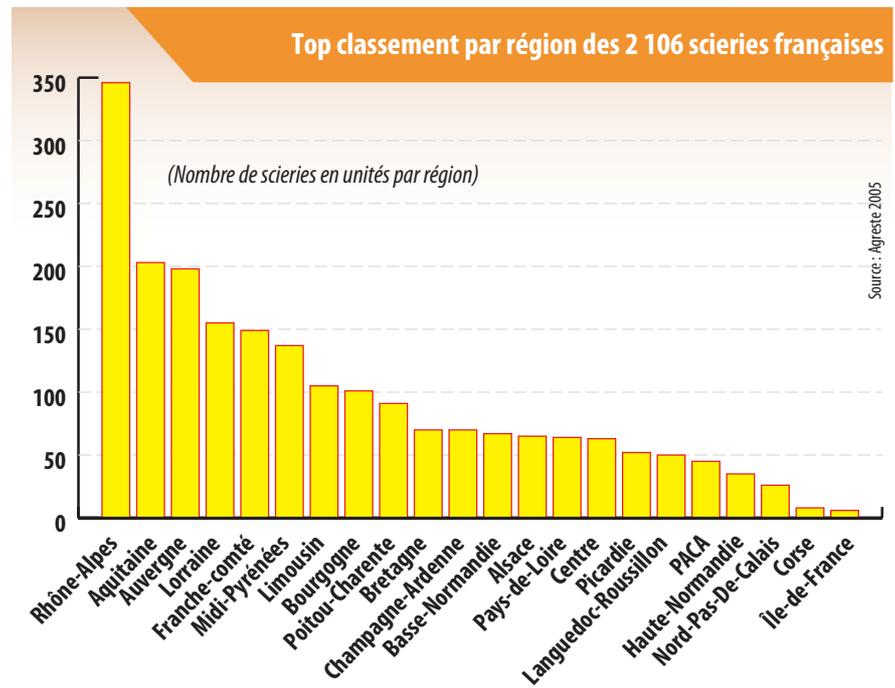
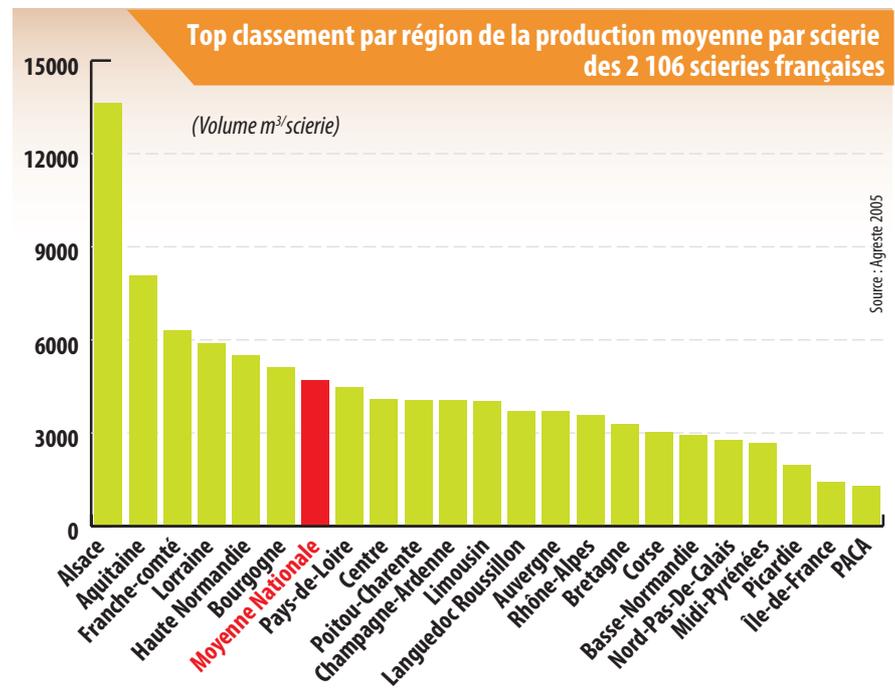
- Pour la scierie artisanale, soit 1.221 unités (58 % de l'effectif), essentiellement fixes, et mobiles pour une centaine d'entre elles, le travail est local et sur-mesure en direction des artisans, agriculteurs et particuliers. La proximité avec la clientèle et les fournisseurs ainsi que des contacts privilégiés font de cette scierie le "passeur" idéal des petits lots, des gros bois et des essences variées. C'est la scierie de service par

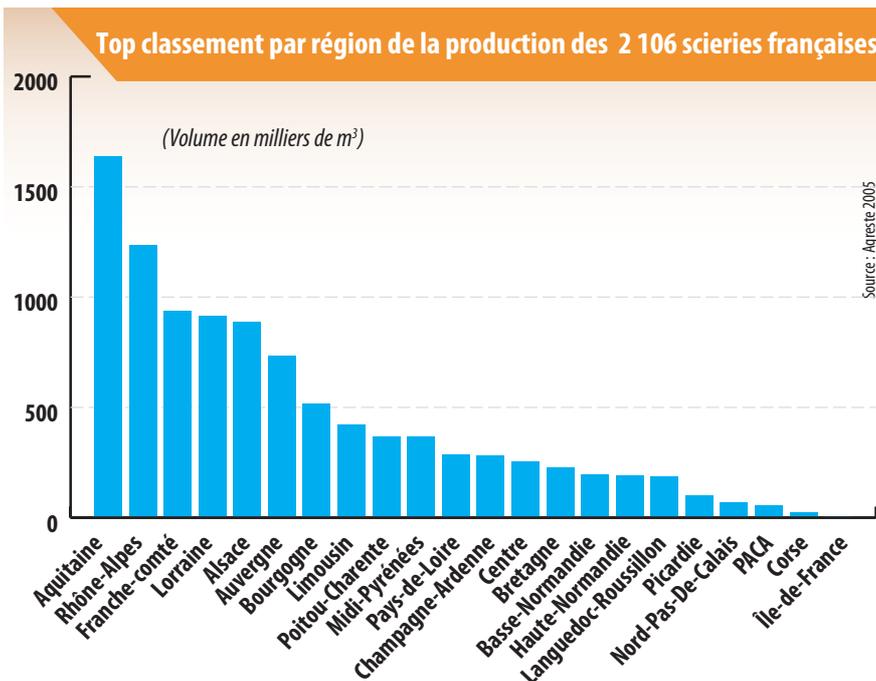
excellence. Elle se veut souple pour réaliser sciage à façon et/ou débit "sur liste" dans les bois résineux comme feuillus. La transformation s'organise autour d'une scie de premier débit (ruban ou alternative) et d'une scie de reprise (ruban ou déligneuse). Mécanisations, chariot élévateur, palan servent à manutentionner les produits

par le dirigeant souvent seul ou avec quelques salariés. Les matériels sont plus ou moins anciens ⁽¹⁾, acquis dans des "faillites" ou par l'intermédiaire de revendeurs. Ils sont remontés par le nouvel acquéreur devant en assurer la mise en conformité.

- Pour la scierie semi-industrielle, soit 506 unités (24 % de l'effectif), ce sont

Place de la scierie française en volume millions de m ³ et essences en 2005						
Source Agreste : enquête annuelle de branche						
	France		Europe		Monde	
	9,932		101		450	
• Conifères	7,800	78%	90	90%	328	73%
• Feuillus	2,132	22%	10	10%	122	27%





le plus souvent des scieries issues du secteur artisanal qui, au fil des années et des générations, ont acquis une culture de la production spécialisée délaissant peu à peu le service et la multi-activité. L'équipe de salariés de plus ou moins dix personnes est dirigée par un "patron ouvrier" qui est plus un homme de terrain que de bureau. Il est souvent obligé par la force des choses d'occuper à la production des postes de travail ⁽²⁾. Il fait confiance à son instinct et à son expérience plus qu'à une réelle démarche de gestionnaire stricto sensu.

L'entreprise s'est centrée vers une production volumétrique. Des outils de production adaptés à partir d'un process élaboré marquent cette organisation. En amont, on trouve le plus souvent un chariot découpeur et une écorceuse à couteaux (type rotor) pour la scierie de résineux ou à fraise pour la scierie de

feuillus. Le hall de transformation s'articule à partir de la scie à grumes de grand diamètre, 140 à 160 cm, pour le premier débit, d'un centre de reprise circulaire, d'un trimmer et d'une chaîne de tri. Les produits sont empilés manuellement ou, de plus en plus, par le biais d'une empileuse automatique. Les produits sur-mesure restent l'activité phare avec en complément les produits standardisés. Les produits, à la demande des clients, sont revalorisés par traitement et/ou rabotage. Le sciage à façon et/ou un produit de niche complètent les produits classiques proposés, bardage, lambris, parquet, emballage (palette, caisse)...

La clientèle régionale de professionnels du bâtiment, du meuble, de l'emballage, complète celle du négoce et de la grande distribution.

- Pour la scierie industrielle, soit 379 unités (18 % de l'effectif), c'est le passage

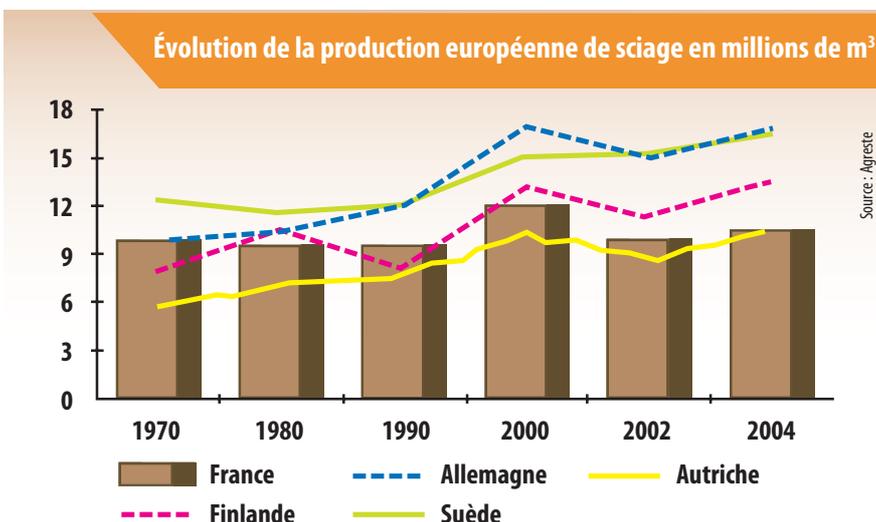
incontournable vers une production massifiée et standardisée de produits essentiellement dirigés vers la charpente et l'emballage ainsi que l'industrie du meuble et de la construction.

Les processus de transformation tendent à être semblables à ceux de leurs homologues scandinaves et allemands bien qu'ils soient "à l'échelle française". Des canters ⁽³⁾ circulaires, simples avec retour des noyaux ou doubles dits "en ligne" font le standard tandis qu'en parallèle une ou plusieurs lignes de scies à ruban de grand diamètre entre 160 et 200 cm assurent "le spécial" : grosse pièce, grande longueur... Des centres de reprise, circulaires, intégrant obligatoirement l'optimisation en temps masqué, puis trimmer suivi de chaîne de tri de grande capacité de stockage et empileuse intégrée complètent les unités industrielles.

La clientèle, négoce et grande distribution, est essentiellement nationale et à l'export. Dans l'entreprise industrielle, il est obligatoire d'avoir des produits normés et caractérisés, et bientôt marqués CE, pour les sciages dits de structure, destinés à la charpente et à la construction de maison à ossature bois. Ces produits concurrencent les produits d'importation qu'ils côtoient au quotidien sur les marchés nationaux.

Les scieries industrielles valorisent mieux leurs produits qu'il y a quelques années (fermette, usinage de charpente traditionnelle, fabrication de bardage, de platelage, de palettes mais aussi de mobilier d'extérieur, de bois reconstitué type BMR, de produits aboutés ou contrecollés, type panneaux) malgré la faiblesse récurrente de l'offre très insuffisante en bois séché, 7,5 % du volume scié sur la France entière en 2005. Deux régions cependant, Pays-de-Loire et Aquitaine, sèchent respectivement 38,5 % et 17 % de leur production ⁽⁴⁾ alors que les autres régions sont en valeur maximum autour de 8 % et de 1,5 % au minimum.

Les dirigeants de scieries industrielles sont devenus des gestionnaires à part entière qui délèguent les fonctions management, achats, transformation, vente en se réservant la part de la gestion et de la veille économique et technique pour positionner au mieux leur affaire sur le temps présent comme sur l'avenir. Une ligne de conduite est commune aux dirigeants des moyennes et grosses scieries : il s'agit pour faire face à l'augmentation des prix du bois



rentrant en scierie d'optimiser la production de l'amont à l'aval de la chaîne de transformation. La recherche de gain de productivité est le ressort des dirigeants ⁽⁵⁾ qui s'emploient à améliorer les vitesses de sciage, la rapidité des chargements de bois sur les machines, l'optimisation des alignements, le triage et l'empilage mécanisés...

Des menaces nombreuses

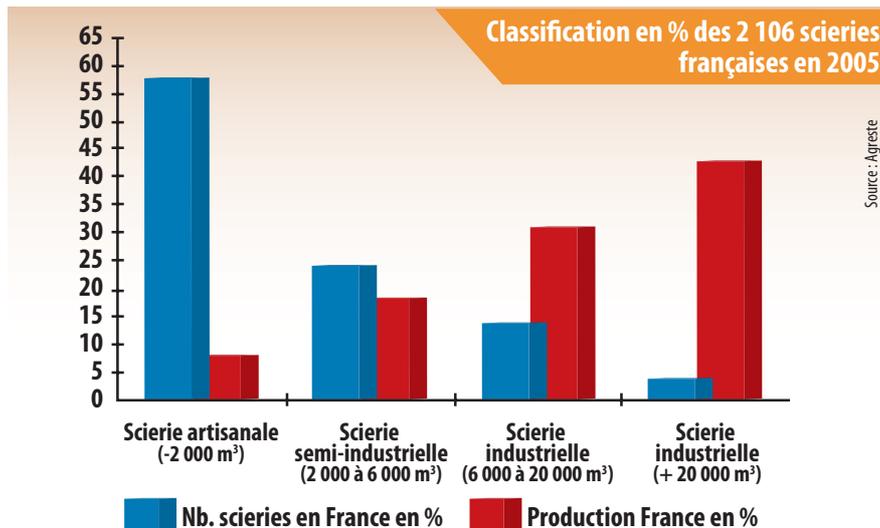
Les menaces qui pèsent sur l'avenir des scieries sont issues d'une part de facteurs concernant leur structure, et donc leur histoire, d'autre part de facteurs liés au contexte économique. Elles concernent principalement :

- L'approvisionnement en matière première ;
- La formation et le recrutement des compétences pour un métier encore synonyme de pénibilité, qui n'a pas su communiquer sur les changements opérés ;
- La concentration du milieu par arrêt des scieries (dépôt de bilan, retraite, absence de repreneur...);
- L'importation des sciages résineux ⁽⁶⁾ nordiques et allemands ;
- Le développement du bois massif reconstitué ;
- La généralisation du produit standard, normé, caractérisé, marqué, par rapport au produit sur-mesure ;
- La "judiciarisation" des problèmes liés au bois dans la construction (déformation, retrait...);
- L'esprit individualiste des producteurs des petites et moyennes scieries ;
- La crise conjoncturelle (voir zoom) qui pourrait menacer le secteur du bâtiment ;
- Les pollutions sonore, chimique, visuelle entraînant des conflits et leur "judiciarisation" pouvant conduire à l'arrêt des entreprises.

Des opportunités et des défis à relever

Heureusement, face à des menaces nombreuses, des opportunités s'offrent également nombreuses au secteur :

- La cherté des transports qui pourrait revaloriser les circuits courts, donc l'emploi du bois localement ;



- La possession d'outils de plus en plus sophistiqués assurant davantage encore de qualité au sciage ;
- L'engouement pour le bois, matériau renouvelable ;
- Le savoir-faire des acheteurs, tant au niveau de la culture de métier qu'à celui d'une culture de l'économie de matière ;
- Des essences locales connues et reconnues : sapin, douglas, épicéa, chêne, hêtre, peuplier...
- Un réseau d'utilisateurs, professionnels ou non ;
- Le marquage CE et le classement mécanique du bois qui permettra une caractérisation pertinente des produits et une optimisation des qualités de bois de structure ;
- La traçabilité des bois, la certification PEFC, donnant une image de marque tant au matériau qu'à l'entreprise qui le transforme, même si les retombées ne sont pas quantifiables immédiatement.

Pérenniser les affaires, en tentant d'endiguer la perte des scieries (une scierie ferme tous les trois jours en France : soit plus de 100 par an) et en facilitant et encourageant la reprise d'affaires ou le développement de projets ; positionner davantage la scierie sur le service, sur la production ou sur les deux secteurs à la fois ; faire la promotion du métier pour recruter des compétences ; inscrire la scierie dans un véritable réseau d'acteurs

professionnels valorisant le bois mais aussi les savoir-faire ; sortir de l'individualisme chronique issu du passé et des anciennes pratiques commerciales associant trop souvent le scieur au marchand de bois "maquignon" ; l'avenir du secteur de la scierie — et de son profil particulier — dépend de tels engagements.

De notre correspondant
Maurice Chalayer

1) Du matériel ancien pour lequel plus aucun subventionnement public (Etat, région) n'est possible depuis 2000.

2) Ce qui est de plus en plus fréquent devant la difficulté de recruter des salariés permanents et surtout qualifiés. Le patron doit gérer le turnover de salariés intérimaires.

3) Les fournisseurs de canter sont le plus souvent allemands mais, ces dernières années, le marché a été investi par les fabricants français qui s'emploient ardemment à rattraper leur retard technologique dans le domaine du sciage des bois ronds avec l'outil circulaire.

4) Des données connues depuis seulement 2005.

5) Une priorité confirmée dans une enquête produite par l'Observatoire du bois géré par le salon Expobois (Source : Le Bois International du 5 janvier 2008).

6) Selon le service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, "les importations de sciages résineux s'approchent du seuil de 900 millions d'euros pour 2007 alors que les exportations ne sont que de 144 millions d'euros. Par rapport à 2006, la progression des importations s'accroît de + 22 % alors que les importations reculent de 5 %".

 Prochain Cahier Bois-énergie, publication avec le Bois International édition verte du 7 juin :
"Combustion du bois, émissions gazeuses et particules"
 Une réalisation conjointe du Comité Interprofessionnel du Bois Énergie et de l'hebdomadaire Le Bois International, l'Officiel du bois

Réservez dès à présent votre espace publicitaire. Appelez Estelle, Christophe ou Mathieu au 04 77 74 33 99

✓ ZOOM

Spectre de crise dans le secteur du sciage ?

Sommes-nous parvenus dans le domaine du sciage au sommet, avant le déclin, d'une activité économique portée par l'excellente santé du bâtiment depuis bientôt quatre ans ?

L'observatoire du métier de la scierie ⁽¹⁾ s'interroge.

Dans le secteur du sciage, certains évoquent à demi-mot le spectre d'une crise, qui poindrait à l'horizon et qui ne serait pas sans rappeler celle de l'après 1973, présente encore dans beaucoup de mémoires !

Serions-nous à la veille d'années difficiles qui feraient craindre le pire aux scieurs, nombreux, qui ont investi portés par l'euphorie de la construction ? Ces derniers pourraient avoir du mal à honorer leur crédit dans les prochains mois.

Dans une économie de marché où tous les secteurs sont dépendants les uns des autres, il suffit qu'un maillon de la chaîne casse ou tout du moins se fragilise pour que l'ensemble vacille.

Nous pouvons faire aujourd'hui ce constat avec les phénomènes combinés :

- de la hausse des prix de la matière première (pénurie réelle ou spéculation abusive ?) ;
- du malaise des banques freinant l'octroi des prêts immobiliers ⁽²⁾, mais aussi des prêts à l'acquisition de biens d'équipement tant en direction des particuliers que des professionnels. Des organismes bancaires font grimper leurs taux d'intérêts pour "éponger", même s'ils s'en défendent maladroitement, l'argent perdu aux USA dans le financement des crédits à taux variables. Nous connaissons la suite, crise du "subprime" ⁽³⁾, des milliers d'accédants à la propriété, déjà très surendettés, incapables d'honorer leurs mensualités, chassés de chez eux rejoignent la frange paupérisée de la population américaine ;
- de la faible consommation des ménages, toujours à la recherche d'un pouvoir d'achat en berne, davantage préoccupés des prix croissants de l'alimentaire et de l'essence ;
- des menaces sur l'emploi et la solvabilité des ménages qui n'encouragent guère les particuliers à se lancer dans des projets d'investissement à long terme ;
- de l'euro cher qui depuis des mois entraîne la glissade du billet vert ;
- des stocks de logements qui gonflent. Trop onéreux, ils ne trouvent pas d'acquéreurs faisant du même coup leurs premières victimes : agences immobilières et promoteurs ⁽⁴⁾ ;
- de l'indicateur "mises en chantier" au premier trimestre.

Le chiffre ⁽⁵⁾ indique que les mises en chantier ont baissé de 10 % entre janvier et mars, à 92.110 unités, alors que les permis de construire ont chuté de 15,5 % à 120.528 unités. Bien que sur les 12 derniers mois, le nombre de mises en chantier reste élevé et stable, à 426.184 unités, chiffre quasiment identique à celui relevé un an auparavant, les mises en chantier de logements individuels reculent fortement, -22,4 %, à 34.344 unités. A l'inverse, le logement collectif a connu une progression de 7 % donnant un total de 185.000 unités.

Quelles conséquences sur le secteur du sciage ?

Avec la hausse du prix des matières premières et le fléchissement de l'activité du BTP, quelles seront les conséquences, après trois excellentes années où la barre des 400.000 mises en chantier a été allégrement franchie, sur la menuiserie mais surtout la charpente, secteur absorbant les 2/3 des quelque 13 millions de m³ de sciages utilisés en France ? Le chiffre d'affaires ⁽⁶⁾ du secteur de la charpente a progressé en 2007 de 7 % et devrait se confirmer en 2008 car, si le nombre de mises en chantier devait diminuer, les travaux de rénovation (encouragés toujours par la TVA à 5,5 %) et la construction de maisons ossature bois ⁽⁷⁾, plébiscitée par les maîtres d'œuvre, devraient maintenir l'activité. Pour autant, le secteur du sciage subit-il déjà des contrecoups ? Sûrement, puisque bon nombre de scieurs avouent "jongler" depuis le début d'année entre des bois achetés au prix fort (+ 20 % en moyenne) l'année dernière et des prix de vente connaissant la décrue. Après l'embellie devons-nous craindre en Europe,

si le ralentissement du BTP se confirme, une surcapacité de production entraînant le bradage des prix des sciages, surtout en résineux, dans les prochains mois ? Très certainement, étant donnés les moyens de production dont disposent scieurs français et scieurs de l'Europe du Nord et de l'Est.

Arrêt de scieries canadiennes

Dans le contexte international du sciage, plusieurs groupes ⁽⁸⁾ canadiens, empêtrés dans "une crise forestière" ⁽⁹⁾ qui dure depuis 2005, ont arrêté leurs outils de production l'année dernière et cet hiver, face à l'atonie du marché américain ⁽¹⁰⁾ de la construction, plus occupé à vendre les maisons saisies qu'à en construire de nouvelles. Cette situation devrait freiner les exportations de sciages européens vers les USA et les concentrer totalement sur l'Europe. Au final, et pour revenir au contexte français qui n'a rien à voir pour l'instant avec celui outre-atlantique, nous constatons une situation de flottement générant crainte et déception pour bon nombre de scieurs. Des scieurs qui, il faut le rappeler, ont ces dernières années beaucoup investi dans l'outil de production.

Cela leur permettra-t-il, dans les prochains mois, d'être mieux compétitifs et surtout plus armés pour affronter une concurrence exacerbée, si le renversement de tendance se confirme ⁽¹¹⁾ ?

M.C.

1) Association loi 1901 créée en 2003. Ses travaux sont en ligne sur <http://scierie-chalayer.chez-alice.fr>

2) Selon une étude réalisée par la direction des études économiques du Crédit Agricole, le prêt immobilier pourrait enregistrer une baisse de 8 % en 2008 et de 6 % en 2009. Source : www.batiactu

3) Il s'agit de crédits immobiliers hypothécaires à taux variable et à paliers (la mensualité augmente en fonction d'une périodicité contractuelle). Le montant des premières échéances est fixé de façon artificiellement basse car le prêteur escompte le remboursement du prêt sur la base d'une revente rapide et à plus-value du bien immobilier, davantage que sur la capacité de l'emprunteur à faire face à son emprunt. Source : Banque Populaire.

4) Un scénario que connaissent les Espagnols très empêtrés, depuis le début d'année, dans une crise de l'immobilier, secteur qui a connu ces dernières années un essor sans précédent.

5) Selon les chiffres publiés fin avril par le ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire (Meedaf).

6) Chiffres publiés par le cabinet d'assurance-crédit Atradius. Source : www.batiactu

7) Dans le marché de la construction représentant plus de 400.000 logements, celui de la maison ossature bois, malgré une forte croissance de l'ordre de 50 % depuis les années 2000, se stabilise entre 4 à 5 %. Source : Afcobois.

8) Selon une estimation du ministère des Ressources naturelles du Québec "56 usines, dont au moins huit dans le secteur des pâtes et papiers, ont fermé leurs portes de façon permanente, entraînant la disparition de 4.513 postes. La suspension temporaire, cet hiver, des activités frappe 87 scieries ou papeteries et compromet 5.053 emplois". Source : www.cyberpresse.ca/article

9) La crise qui frappe l'industrie forestière québécoise, depuis plusieurs années, a envoyé au chômage quelque 20.000 travailleurs de la récolte forestière, de l'industrie papetière et des scieries. Les origines sont à rechercher dans la réduction des droits de coupe par la raréfaction de la ressource, dans les pressions écologiques et la situation économique. Selon Hugo Asselin, chercheur en écologie forestière à l'université du Québec, les causes réelles sont "les hausses des prix du pétrole, la vigueur du dollar canadien et les baisses des prix du bois d'œuvre et du papier journal. Quant au coût élevé de la fibre, on le doit à l'explosion des coûts de transport et de manutention attribués à des pratiques d'aménagement forestier inappropriées. En 30 ans, cela a multiplié par deux la distance entre la forêt et l'usine et réduit de moitié le volume moyen des arbres récoltés." Source : www.greenpeace.org/canada/fr

10) Les dépenses d'investissement ont reculé de 2,5 % en rythme annualisé, tandis que l'immobilier résidentiel s'est écroulé de 26,7 %. Source : Virginia Robert, Les Echos 2-3 mai 2008.

11) De Siemens à Manitou, en passant par Renault, Trigano ou Michelin, les indicateurs de tendance annoncent un ralentissement de la consommation en Europe. Patrick Artus, conjoncturiste de Natixis ne croit pas à un miracle après l'été : "On aura au second trimestre 2008 et en 2009 un fort ralentissement